

2 Politique

Gabon-Côte d'Ivoire

Guillaume Soro en audience au palais



Guillaume Soro remettant le message du président Alassane Ouattara à son homologue Ali Bongo Ondimba.



Les membres du bureau de l'APF zone Afrique, ont posé avec le chef de l'Etat au terme du déjeuner qu'il leur a offert.

O. N.

Libreville/Gabon

LE président de l'Assemblée nationale ivoirienne, Guillaume Soro, a été reçu par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, hier au palais de la présidence de

la République. C'est son homologue gabonais, Guy Nzouba Ndama, qui l'a introduit au cabinet présidentiel. M. Soro était porteur d'un message du président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, au numéro un gabonais. Cet entretien a été aussi

l'occasion, pour Ali Bongo Ondimba et son interlocuteur, d'évoquer la situation de la coopération entre le Gabon et la Côte d'Ivoire, magnifiant l'excellence des relations entre les deux pays. Tout comme ils ont relevé la convergence de vues entre les chefs d'Etat gabonais et ivoirien, quant

à la nécessité, voire l'exigence de renforcer l'axe Libreville-Yamoussoukro... A noter que cet entretien a été suivi d'un déjeuner auquel ont également pris part les membres du bureau de l'Assemblée parlementaire francophone (APF), zone Afrique, présents à Libreville pour

prendre part aux travaux de la 8e Conférence des présidents. Profitant de cet instant, le président de cette structure, par ailleurs président de l'Assemblée nationale de la République démocratique du Congo (RDC), Aubin Minaku Ndjalandjoko, a exprimé sa reconnaissance au chef de

l'Etat gabonais pour son soutien aux parlementaires africains qui, a-t-il relevé, outre leur rôle de législateurs, défendent aussi les valeurs de l'espace francophone. Ces travaux ouverts hier au palais Léon Mba, prennent fin demain. Nous y reviendrons.

Après son interview dans le Monde.fr

Jean Ping dans ses petits souliers !

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

L'opposant radical, ancien apparatchik du régime du défunt Omar Bongo Ondimba, a récemment fait une sortie dans un média en ligne français ayant, une fois de plus, surpris plus d'un observateur averti. Tant le style, fait des déclarations que beaucoup qualifient de tapageuses voire imbibées de contradictions personnelles, en dit long sur la nature d'un politique prêt à tout.

JEAN Ping a encore brillé par une sortie de route digne d'un politique en quête de virginité auprès d'une population qui, fort heureusement, n'est pas dupe. C'est à croire que malgré la supposée expérience qu'on serait en droit de lui supposer, rien n'y fait, l'homme a décidé de tirer dans tous les sens au point de s'autoflageler. Voici quelques morceaux choisis de l'interview que le candidat à l'élection présidentielle a récemment accordée à un média en

ligne français. A coup sûr, le ridicule semble avoir atteint son paroxysme chez certains de nos acteurs politiques.

«Le Gabon est une dictature pure et simple entre les mains d'une famille, d'un clan», a-t-il déclaré. Si l'auteur de ces propos n'avait pas été directeur de cabinet du défunt président de la République, plusieurs fois détenteur de portefeuilles ministériels importants dans les différents gouvernements sur une période de près de 30 ans, il est presque sûr qu'ils auraient eu une autre portée, sinon un sort différent. L'ancien président de la Commission de l'UA a sans nul doute fait dans l'oubli volontaire. Ce qui ne surprend plus personne. Les Gabonais sont devenus coutumiers des revirements à 180 degrés d'une certaine classe politique avide de pouvoir et de prébendes.

Malheureusement pour lui, son implication est encore récente pour que les Gabonais soient trompés. Il est presque impossible de leur faire avaler la couleuvre. A se demander de quoi parlait-il ? S'il est mal placé pour



En concertation avec le défunt chef de l'Etat, Omar Bongo Ondimba.

faire état de la dictature à l'époque du défunt Omar Bongo, pour les raisons sus-évoquées, il fait dans la langue de bois, sur fond de populisme, concernant le régime actuel. Comme quoi l'envie de plaire à certains milieux lui fait tenir un discours qui n'a certainement rien à avoir avec la réalité. Car, il a été l'un des premiers à avoir tressé les lauriers au pouvoir d'Ali Bongo Ondimba, jusqu'à ce que ses intérêts soient mis à mal.

Comme tout le monde le sait, pendant des années, il a été au cœur du système

Omar Bongo. Alors que ses propres frères, Pierre-Louis Agondjo Okawe et Joseph Rendjambe, sont opposants, traqués par le régime auquel il appartenait, Jean Ping ne s'était jamais dressé contre une «dictature» qui ne faisait pas la promotion de la démocratie. Toute chose qui pouvait aisément se comprendre. Il était encore dans les bonnes grâces du pouvoir, élevé au rang de dignitaire d'une politique pourtant à caution. Ces paroles sonnent alors aujourd'hui comme une trahison pour tous ceux qui

connaissent le sens du combat politique au Gabon. Que dirait un Pierre Mamboundou ou encore un Agondjo Okawe ? Eux, après tant d'années de sacerdoce, doivent certainement se retourner dans leurs tombes, devant leur œuvre ainsi bradée.

«...une majorité dit pourquoi la France n'aide-t-elle pas le peuple gabonais ?». Un appel de pied lancé à la France et ses dirigeants. Surprenant quand on sait que Jean Ping a accusé cette même France d'être à l'origine de la situation politico-administrative du pays. Dans les meetings et autres tournées, le natif d'Omboué n'a de cesse de condamner l'immixtion de l'Hexagone dans la politique au Gabon. D'aucuns n'ont donc pas manqué de marquer, encore une fois, leur surprise, de le voir recourir à la classe politique, gauche comme droite, de ce pays pour l'aider à accéder au pouvoir. A l'en croire, Ali Bongo n'est pas aimé des Français parce qu'il ne garantit pas leurs intérêts. Ce que lui, Jean Ping, est prêt à assurer aux dépens des populations gabonaises et de

l'amélioration de leurs conditions de vie. Il va même plus loin en considérant que «Nicolas Sarkozy n'est plus avec Ali Bongo. Moi je parle à la Droite tous les jours». Une approche qui laisse clairement penser que nombreux sont des hommes politiques de l'opposition qui dénoncent la FrançAfrique, alors qu'en réalité ils restent attachés à l'image d'une France néocolonialiste se gavant des matières premières africaines au détriment du développement des Etats du continent noir.

La vision des rapports décomplexés consacrée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, depuis son avènement à la tête du pays, n'est assurément pas la tasse de thé de Jean Ping et ses affidés. Même si la coopération entre la France et le Gabon est excellente.

Au final, ce ne sont ni les fonctions, ni la fortune, encore moins une réputation taillée de toutes pièces, qui peuvent acheter l'adhésion des masses. Ce n'est donc pas à base de déclarations qui traduisent un certain mal-être profond que le nouvel opposant pourra y arriver.

Conférence de presse du porte-parole du gouvernement

Le gouvernement tiendra compte des observations du Parlement

SM

Libreville/Gabon

ALAIN Claude Bilie-By-Nze s'est exprimé hier, au cours d'une conférence de presse, sur la position du gouvernement après le discours chargé d'observa-

tions du président de l'Assemblée nationale, Guy Nzouba Ndama. Notamment au sujet du nombre excessif d'ordonnances prises par l'Exécutif. Le ministre de la Communication a ainsi tenu à préciser que les observations faites par le président de l'As-

semblée nationale seront prises en compte par le gouvernement. Tout en soulignant qu'il n'y pas de polémique à entretenir dans la mesure où le Parlement ne joue que son rôle. «C'est le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs qui conduit effecti-

vement l'Assemblée nationale à remplir un certain nombre de missions dont celle du contrôle de l'action du gouvernement. Il n'y a donc rien d'étonnant dans le fait que le président de l'Assemblée nationale interpelle le gouvernement sur tel ou tel motif, il n'y a rien

de surprenant qui soit en dehors des usages dans un pays normal, une démocratie, une République», a-t-il précisé.

Outre ce sujet, le ministre de la Communication a abordé la question de la subvention à la presse écrite. Occasion pour lui de

souligner qu'aucun des trente-trois (33) dossiers examinés ne répond aux critères établis pour l'obtention de cette aide de l'Etat aux médias. Face à ce constat, «le ministère de la Communication s'en remet à l'arbitrage du Premier ministre».